

**Contribution à l'étude d'impact des coopératives féminines sur
l'accumulation d'un capital social et le degré d'empowerment des
femmes :**

**Cas du réseau de l'Association Régionale des coopératives
Productrices du Couscous de la province de Guelmim - Analyse
qualitative**

**A Contribution to the study of the impact of women's cooperatives
on the accumulation of a social capital and the degree of women's
empowerment :**

**The case of the network of the Regional Association of
Cooperatives Producers of Couscous in the province of Guelmim-
Qualitative analysis**

ERGUIBI Hanane

Doctorante

Ecole Nationale de Commerce et de Gestion (ENCG)

Université Ibn Zohr

Laboratoire de Recherche en Gestion des Entreprises (LARGE)

MAROC

erguibihanane@gmail.com

SADIK Abdallah

Enseignant chercheur

Ecole Nationale de Commerce et de Gestion (ENCG)

Université Ibn Zohr

Laboratoire de Recherche en Gestion des Entreprises (LARGE)

MAROC

a.sadik@uiz.ac.ma

Date de soumission : 28/07/2021

Date d'acceptation : 10/09 /2021

Pour citer cet article :

ERGUIBI. H & SADIK. A (2021), «Contribution à l'étude d'impact des coopératives féminines sur l'accumulation d'un capital social et le degré d'empowerment des femmes : Cas du réseau de l'Association Régionale des coopératives Productrices du Couscous de la province de Guelmim - Analyse qualitative », Revue Internationale du Chercheur «Volume 2 : Numéro 3» pp : 1663 - 1679

Résumé

Ce papier a pour objectif l'analyse de l'impact de l'implication des femmes dans les organisations de l'économie sociale et solidaire sur leur accumulation du capital social et leur degré d'autonomisation. En d'autres termes, il cherche à fournir des éléments de réponse à la question de savoir dans quelle mesure l'adhésion des femmes rurales à des structures de l'économie solidaire permet d'améliorer d'une part leur possession d'un capital social et d'autre part leur niveau d'empowerment. Sur le plan conceptuel et théorique, la question est sujette à plusieurs tentatives d'analyses issues de champs disciplinaires différents en l'occurrence les sciences économiques et la socio-économie. Pour ce qui est de la méthodologie utilisée, nous avons opté pour une analyse qualitative basée sur des entretiens semi-directifs menées auprès de 24 femmes adhérentes à des coopératives dédiées à la fabrication et à la commercialisation du couscous opérantes dans la province de Guelmim. Les résultats dégagés montrent que l'adhésion des femmes leur permet relativement d'accumuler un capital social et d'améliorer leur autonomisation aussi bien sur les plans économique, psychologique et social.

Mots clés : Empowerment, Capital social, Coopératives, Analyse qualitative, Province de Guelmim

Abstract

This paper aims to analyze the impact of women's involvement in social and solidarity economy organizations on their accumulation of social capital and their degree of empowerment. In other words, it seeks to provide elements of an answer to the question to what extent the adherence of rural women to structures of the solidarity economy makes it possible on the one hand to improve their possession of a social capital and on the other hand their level of empowerment. Conceptually and theoretically, the question is subject to several attempts at analysis from different disciplinary fields, namely economics and socio-economics. Regarding the methodology used, we opted for a qualitative analysis based on semi-structured interviews conducted with 24 women members of cooperatives dedicated to the manufacture and marketing of couscous operating in the province of Guelmim. The results show that women's membership relatively enables them to accumulate social capital and improve their empowerment in economic, psychological and social terms.

Keywords : Social capital, empowerment, Cooperative, Qualitative analysis, Guelmim Province

Introduction

Au Maroc, l'amélioration du sort économique des femmes vivantes en milieu rural ne cesse d'inquiéter aussi bien les pouvoirs publics que les milieux de la recherche universitaire. En effet, ces dernières sont pour ainsi dire les laissées pour compte d'un modèle de développement profitant beaucoup plus aux hommes qu'aux femmes. Et c'est dans le cadre de ce constat alarmant que Sa Majesté le Roi Mohamed VI va nommer une commission destinée à la refonte du modèle marocain de développement économique et social.

Cette commission vient de rendre récemment le rapport de ses travaux à sa Majesté et parmi les points inclus dans ce dernier, nous trouvons la question des inégalités liées au genre dont sont victimes les femmes. Parallèlement à ce diagnostic, une batterie de mesures sont recommandées en l'occurrence l'amélioration de l'empowerment des femmes condition sine-qua-non pour amorcer un véritable développement humain par et pour les femmes.

Le point de départ de ce papier étant donc que l'empowerment va constituer le cheval de bataille des politiques et stratégies de lutte contre les inégalités auprès des femmes.

Autrement dit le concept clef de notre étude se résume dans l'empowerment ou l'autonomisation des femmes.

Dans le même ordre d'idées et d'un point de vue conceptuel, il faut signaler que la notion d'empowerment va mettre beaucoup de temps pour se développer. En effet, son apparition dans le domaine de l'économie de développement remonte au début des années 80. Pour Calvès (2009) son avènement visait beaucoup plus l'objectif de l'amélioration du statut des femmes. Cependant ce n'est qu'après la quatrième conférence mondiale de 1995 sur les femmes à Beijing, que ce concept va commencer à susciter l'attention aussi bien des praticiens que des chercheurs. Dans le même ordre d'idées, cette conférence sera l'occasion de souligner l'importance de la participation des femmes dans des activités socio-économiques essentiellement organisées dans le cadre de coopératives, afin d'un côté d'améliorer leur sort économique et atteindre leur bien-être et de l'autre côté d'accumuler un niveau satisfaisant de capital social.

En effet, une coopérative est une organisation autonome détenue et contrôlée conjointement par des membres et dont la performance dépend largement de la participation et de l'interaction entre ses membres (Valentinov, 2004). Ces interactions permettent aux femmes d'accumuler un niveau de capital social leur facilitant une certaine cohésion nécessaire à la réalisation de

leurs objectifs aussi bien en termes d'accumulation de ce même capital social qu'en termes d'autonomisation.

L'objectif de notre article étant donc de voir en quoi l'adhésion des femmes à une coopérative contribue à l'acquisition d'un capital social et l'amélioration de leur autonomisation ?

Notre travail sera structuré en deux paragraphes : le premier présentera les ressorts conceptuels et théoriques de notre travail, le second se penchera sur les aspects liés à la méthodologie de collecte, d'analyse des données et à la présentation des principaux résultats issus de notre étude.

1. Le cadre conceptuel et théorique de l'étude :

Afin de délimiter le champ de notre étude, il nous semble nécessaire de présenter les ressorts conceptuels et théoriques des concepts clés de notre travail à savoir : le capital social (1.1) et l'empowerment (1.2).

1.1. Les fondements conceptuels et théoriques du capital social

D'emblée, il faut signaler que le contenu de la définition du concept de capital social varie selon l'approche disciplinaire empruntée. En effet ces approches vont tenter de le définir et chacune essaie de mettre l'accent sur l'un des aspects véhiculés par la notion. Dans le vocabulaire populaire, nous faisons le plus souvent allusion au Piston pour désigner le capital social.

Dans le domaine de la recherche, le terme du capital social a été introduit pour la première par Lyda Judson Hanifan en 1916 avec ses publications. Toutefois, le concept n'a pris de l'importance dans les sciences sociales qu'avec les recherches de trois principaux auteurs à savoir : Bourdieu, Coleman et Putnam.

Pour les experts de l'Organisation de Coopération et de Développement Economique (OCDE), les approches utilisées en matière de capital social sont loin d'être contradictoires mais complémentaires et c'est la raison pour laquelle nous recensons une multitude de définitions pour le concept de capital social.

Pour Field, (2003) le concept central du capital social est « *relations matters* » qui peut synthétiser toutes les tentatives de définition dans la mesure où il renvoie essentiellement à la mise en place de relations interpersonnelles. L'auteur souligne que « les réseaux sociaux sont un atout précieux » car l'interaction entre les gens permet de construire des communautés, de s'engager les uns aux autres et d'atteindre leurs objectifs communs.

En outre, pour définir le concept du capital social les auteurs font souvent appel à plusieurs notions comme la connaissance, les normes, la compréhension mutuelle, les actions collectives

et les attentes liées à un objectif commun des individus ou des groupes (Aldrich, 2012; Ostrom, 1994, 1995). Il est donc constitué des relations sociales d'un individu, particulièrement en relation avec les structures sociales auxquelles il appartient pour le partage des ressources (Adler & Kwon, 2002).

Pour Erguibi & Sadik (2021), la notion de capital social « est le plus souvent rattaché à des concepts tels que : le réseau, les normes, les valeurs partagées et la confiance qui sont autant d'éléments nécessaires facilitant la coopération au sein des groupes ».

Nous pouvons donc avancer que sur un plan global et indépendamment de l'approche disciplinaire mobilisée, le concept de capital social désigne l'ensemble des ressources dégagées par un individu via son réseau. Ce dernier étant le résultat de relations nouées par l'individu au sein de sa communauté ou de son groupe.

En ce qui nous concerne, et dans le cadre de notre étude, nous allons faire appel beaucoup plus à la sociologie. Ainsi et pour cette dernière, la notion de capital social est « entendue à la fois comme une ressource dont la possession est liée à l'appartenance à un ou plusieurs groupes, dont les membres sont unis par des relations objectives et/ou effectives, et comme le produit d'une structure relationnelle donnée, au sein de laquelle elle est inégalement distribuée » (Denord, 2003).

Il ressort de cette définition que la notion de capital social renvoie à deux aspects intimement liés que sont : les ressources accumulées par une personne grâce à l'effet d'appartenance à un groupe et le produit d'une structure relationnelle au sein de la société.

Dans le même ordre d'idées et toujours dans le domaine de la sociologie, Pierre Bourdieu, l'un des précurseurs en la matière va proposer une définition plus consistante en avançant que: « Le capital social est l'ensemble des ressources actuelles ou potentielles qui sont liées à la possession d'un *réseau durable de relations* plus ou moins institutionnalisées d'interconnaissance ou d'inter-reconnaissance ; ou, en d'autres termes, de *l'appartenance à un groupe*, comme ensemble d'agents qui ne sont pas seulement dotés de propriétés communes (susceptibles d'être perçues par l'observateur, par les autres ou par eux-mêmes) mais sont aussi unis par des *liaisons* permanentes et utiles. Ces relations sont irréductibles aux relations objectives de proximité dans l'espace physique (géographique) ou même dans l'espace économique et social parce qu'elles sont fondées sur des échanges inséparablement matériels et symboliques dont l'instauration et la perpétuation supposent la reconnaissance de cette proximité » (Bourdieu, 1980).

Pour résumer la définition de Bourdieu, nous pouvons dire que le capital social est souvent rattaché à trois notions importantes suivantes que sont : réseau de relations durables qui peuvent être formelles ou informelles ; l'appartenance à un groupe et l'entretien de relations durables et permanentes entre les membres d'une communauté.

D'après notre analyse de la littérature traitant le concept du capital social nous avons donc fait ressorti deux principaux constats, d'un côté le manque de consensus entre les auteurs sur une définition unique du concept (Adler & Kwon, 2002), et d'un autre côté, la majorité des écrits reconnaissent que le capital social est constitué principalement par des réseaux.

En parallèle à ces éléments de définitions, le débat autour du concept de capital social oppose entre deux types d'approches : les premières considèrent le capital social comme étant un bien accumulé (possédé) à l'échelle d'un individu, ces dernières sont issues des travaux de Chollet, (2006) et les deuxièmes selon lesquelles, il est beaucoup plus considéré comme un bien pouvant être accumulé à l'échelle d'un groupe. Elles résultent généralement des travaux de Putnam, (2000).

Pour développer les fondements de ces 2 approches, nous allons faire appel au tableau 1 ci-dessous :

Tableau 1 : Approches dominantes en matière de capital social

Approches : Capital social comme bien accumulé à l'échelle d'un individu (Chollet, 2006)	Approches : Capital social comme avoir accumulé à l'échelle d'un groupe (Putman, 2000)
<p>3 aspects seront retenus :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <i>Contenu des liens</i> : liens forts versus liens faibles - <i>La structure du réseau</i> : A ce niveau, 3 formes de liens sociaux sont souvent envisagés à savoir : Les liens de bonding (liaison), les liens de bridging (relais) et de linking (connexion) - <i>Les attributs du contact</i> 	<p>2 aspects sont pris en considération :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Confiance - Normes de réciprocité

Source : Elaboration des auteurs

Pour résumer notre cadre théorique et conceptuel du capital social, nous pouvons dire que plusieurs facteurs déterminants peuvent contribuer à la genèse d'un capital social dont les plus

importants sont : la confiance, les normes et les réseaux sociaux. Ces éléments seront repris au niveau du deuxième paragraphe de notre étude.

Après avoir exposé le cadre théorique du capital social, qu'en est-il maintenant de celui de la notion d'empowerment ?

1.2. Les fondements conceptuels et théoriques de l'empowerment ou l'autonomisation

Tout d'abord, il faut signaler que l'empowerment ou l'autonomisation est un méta-concept en ce sens qu'il est constitué par une multitude de notions issues d'approches disciplinaires différentes. Néanmoins, nous pouvons rapidement le définir comme étant un ensemble de capacités et de pouvoirs acquis par les femmes dans le but d'améliorer leur bien-être économique et social.

A ce niveau nous faisons appel à la définition de l'empowerment proposé par Kabeer (1999) qui explique que l'autonomisation des femmes et leur indépendance sont déterminés par trois dimensions interdépendantes à savoir : l'accès aux ressources, l'agence et les réalisations.

En outre, la banque mondiale (2016)¹ définit ce concept au niveau individuel et collectif comme suit :

« C'est le processus d'augmentation de la capacité des individus ou des groupes à faire des choix et de transformer ces choix en actions et résultats souhaités. Au centre de ce processus se trouvent des actions qui à la fois, construisent des actifs individuels et collectifs et améliorent l'efficacité et l'équité du contexte organisationnel et institutionnel qui régit l'utilisation de ces actifs ».

Bien que la notion d'autonomisation ne soit pas objective, fixe et mesurable, mais subjective et ouverte à des interprétations, il semble y avoir un accord dans la littérature qu'elle est liée à l'agence. Cette dernière est définie par Sen (1985) comme la liberté de la personne à faire des choix et poursuivre des objectifs ou des valeurs qu'elle considère importants.

Dans ce même ordre d'idées les recherches antérieures ont souligné que les structures sociales (exemples des coopératives), les réseaux et la capacité des personnes à interagir entre eux sont fondamentales pour le renforcement des capacités et de l'autonomisation (Kabeer, 2009, 2012).

¹ Cité dans : Shein, K. (2018). *Capacity building in women's networks based in Myanmar: the role of empowerment and different types of capital (Doctoral dissertation)*.

D'où l'intérêt de notre recherche qui s'intéresse à l'analyse l'autonomisation des femmes à travers leur participation à des coopératives.

De ces différentes définitions nous pouvons donc dire que l'autonomisation peut être définie comme un processus qui permet aux individus, aux groupes et aux communautés d'augmenter leur force personnelle, socio-économique et politique, leur permettant ainsi d'améliorer la qualité de leur vie. Ceci dit que dans l'analyse de l'autonomisation des femmes il faut porté plus d'attention aux différentes dimensions telles que : la dimension économique, psychologique, sociale et politique.

Ainsi pour Obayelu & Chime (2020) la dimension psychologique fait référence au développement des sentiments des femmes qu'elles peuvent améliorer leur état ainsi que la formation de la conviction qu'elles peuvent réussir à faire des changements au niveau personnel et sociétal. La dimension politique quant à elle implique la capacité d'analyser leur environnement politique et social, tandis que la dimension économique fait référence à la capacité des femmes à occuper une activité productive qui leur donne un niveau d'autonomie financière.

Afin de cerner le concept d'empowerment, notre étude s'inscrit donc dans ce cadre et nous avons jugé utile de l'appréhender à travers les différentes dimensions qu'il véhicule. A ce niveau, nous pouvons retenir 3 dimensions qui sont présentées dans le tableau 2 ci-dessous :

**Tableau 2 : les indicateurs de mesures des trois dimensions de l'autonomisation :
Economique, psychologique et sociale.**

Dimension d'empowerment	Indicateurs de mesure	Auteurs
Economique	- Accès aux ressources financières ; - Contrôle sur les ressources financières	<u>Fischer & Qaim, 2012;</u> <u>Schroeder et al., 2013</u>
Psychologique	- Estime de soi ; - Confiance en soi	<u>Amin et al., 2013;</u> <u>Malhotra & Schuler, 2005</u>
Sociale	Renforcement de la position de la femme : - Au sein du ménage ; - Dans la communauté.	Schroeder et al., 2013

Source : Elaboration des auteurs²

² - Repris de notre article paru dans la revue internationale des sciences de gestion (2021) intitulé : « L'étude de la relation entre le capital social et l'empowerment des femmes : Une revue de littérature » Volume 4 : Numéro 2.

Les 3 dimensions seront reprises au niveau de notre paragraphe empirique.

Après avoir présenté le cadre théorique et conceptuel de l'étude, nous allons maintenant aborder notre paragraphe empirique qui va porter sur les volets liés à la méthodologie déployée, la collecte, l'analyse des données et la présentation de nos résultats.

2. Méthodologie mobilisée, Collecte, analyse des données et présentation des résultats :

Dans le cadre de ce paragraphe, nous présenterons la méthodologie utilisée, la méthode de collecte, d'analyse des données et la présentation des résultats. En effet, pour répondre à notre problématique de recherche, nous avons procédé par une étude qualitative axée sur des entretiens semi-directifs conduite sur la base d'un guide d'entretien menée auprès des femmes adhérentes à des coopératives spécialisées dans la fabrication et la commercialisation du couscous « Khoumassi ». Qu'en est-il d'abord de la méthodologie utilisée, la collecte et l'analyse des données ?

2.1. Méthodologie utilisée, collecte et analyse des données

Nous nous sommes intéressés aux coopératives qui appartiennent au réseau de l'Association Régionale des Productrices du Couscous de la province de Guelmim. L'activité principale de ces coopératives étant la fabrication et la commercialisation du couscous principalement de type « Khoumassi ». Le choix du réseau étant dicté par le fait que les coopératives le formant comportent des effectifs élevés d'adhérentes.

L'association a été créée en 2016 par Mme Rachida Doudjane, ancienne présidente d'une coopérative spécialisée dans le couscous, et elle regroupe 23 coopératives avec un effectif de 227 femmes adhérentes. Sa création a été dictée par trois objectifs principaux à savoir :

- L'institutionnalisation de la production du produit selon un circuit formel ;
- Perpétuer la tradition de la production de couscous « Khoumassi » ;
- Faire profiter tous les marocains au niveau national de ce couscous selon un circuit de commercialisation long.

Notre étude s'est limitée aux coopératives implantées à 2 communes de la province de Guelmim.

Notre méthodologie est fondée sur une étude qualitative, effectuée auprès des femmes adhérentes aux coopératives de notre champ d'étude. A cet égard, 24 entretiens semi-directifs sont administrés et ce via un guide d'entretien.

Pour le bon déroulement des entretiens semi-directifs, nous avons au préalable rendu visite aux coopératives afin de mettre en confiance les femmes à interroger.

Le choix des interviewées est fondé sur la base du volontariat et la disponibilité des femmes adhérentes. Les entrevues effectuées ont concerné les deux communes suivantes : Asrir et Bouizakarne.

Le tableau 3 ci-dessous présente le nombre de femmes interrogées dans chaque commune et au niveau de chaque coopérative.

Tableau 3 : Nombre de femmes interrogées au niveau de chaque coopérative et dans le cadre de chaque commune :

Coopérative	Commune	Nombre de femmes interrogées
Coopérative A	Asrir	06
Coopérative B	Asrir	07
Coopérative C	Bouizakarne	06
Coopérative D	Bouizakarne	05
Total		24

Source : Elaboration des auteurs

La collecte des données s'est effectuée à l'aide d'un guide d'entretiens décliné en 3 modules :

Module 1 : Données générales sur la coopérative

Module 2 : Capital social

Module 3 : Empowerment des femmes

Pour analyser nos guides d'entretiens, nous avons eu recours à une analyse thématique de contenu qui permet de transformer les discours verbaux des femmes interrogées en format texte.

2.2. Présentation des résultats

Globalement, Notre étude a révélé que la participation des femmes rurales à une coopérative a contribué d'un côté à l'accumulation d'un capital social et d'un autre côté à l'amélioration de leur empowerment à travers ses différentes dimensions.

Afin de bien présenter ses résultats, nous allons dans un premier temps analyser l'effet de l'adhésion sur leurs capacités à accumuler un capital social et dans un deuxième temps, nous allons nous concentrer sur l'impact de l'adhésion sur l'autonomisation des femmes rurales ainsi que la relation existante entre les différentes dimensions de l'autonomisation.

2.2.1. Impact de l'adhésion sur la possession d'un capital social.

Cet impact a été ressenti à trois niveaux :

- **La confiance** : En règle générale, il a été observé qu'il y avait une augmentation de confiance entre les femmes membres des coopératives étudiées. Aucune adhérente n'a signalé que le niveau de confiance entre les membres a été ébranlé à cause de la coopérative. La remarque suivante faite par l'une des adhérentes illustre la manière dont l'adhésion à une coopérative a permis de générer entre elles un niveau satisfaisant de confiance:

« Nous avons tous un objectif similaire qui est d'améliorer notre situation et d'atteindre notre bien-être. Nous avons longtemps été dans cette coopérative pour partager la joie et le chagrin et nous sommes toujours disponible si l'une des adhérentes à besoin d'aide. Cela renforce la confiance entre les femmes membre de la coopérative »

- **Les normes de réciprocité** : Suite à leur participation aux coopératives, les femmes ont avancé que les normes de réciprocité entre les membres se sont renforcées de plus en plus. Ces organisations ont émergé comme un moyen important pour aider et soutenir les femmes, particulièrement pendant les crises et les urgences. En effet, et à titre d'exemple, lorsque l'un des membres d'une famille est confronté à une crise financière ou sanitaire, les autres femmes sont toujours disponibles pour l'aider. Les remarques suivantes d'une femme illustre que les normes de réciprocité sont renforcés suite à leur adhésion au sein de la coopérative :

"La coopérative devient un espace qui permet de partager le bonheur et le chagrin. Quand nous avons intégré cette coopérative, la vie est devenue de plus en plus facile pour nous par rapport aux jours précédents. Quand quelque chose se passe comme la mort ou la maladie au sein de la famille d'un membre du groupe, nous nous entraïdons. Ce qu'est arrivé à l'une des femmes aujourd'hui peut m'arriver demain "

- **Réseaux sociaux** : Rejoindre une coopérative a également élargi les réseaux sociaux des femmes, et plus particulièrement les femmes pauvres qui ont bénéficié davantage de cette participation. En effet, elles étaient pauvres parce qu'elles avaient des contacts limités en dehors de leur famille et de leurs voisins, mais leur intégration leur a fourni les possibilités d'établir des relations au-delà de leur parenté et de leurs réseaux locaux.

La participation à une coopérative a permis aux femmes de développer trois types de réseaux : *bonding*, *bridging* et *linking*. Le *bonding* capital a été renforcé entre les femmes adhérentes de la coopérative et l'union entre elles s'est accentuée par voie de conséquence.

Dans le même ordre d'idées, quelques femmes ont été capables d'élargir leur réseau de *bridging* après leur adhésion à la coopérative. En effet, elles ont noué de nouvelles relations avec d'autres femmes d'autres coopératives dans d'autres villages et villes.

La coopérative a aussi offert aux femmes la possibilité de développer leur « *linking* » capital, particulièrement pour les présidentes qui ont développé leurs réseaux avec d'autres organisations.

Ces résultats montrent que les coopératives fournissent un espace social convivial qui permet de favoriser les interactions et le développement des relations entre les femmes. Cela à son tour a contribué au développement d'un capital social sous forme de confiance, normes et réseaux sociaux.

En outre, nous avons constaté que les réunions étaient pour les femmes un moyen efficace en matière de cohésion entre les femmes. En effet, toutes les coopératives organisent des réunions régulières. Ces dernières sont devenues le principal forum pour les interactions face à face entre les femmes. Durant ces réunions, elles discutent de diverses questions relatives aux :

- Difficultés liées à la production et la commercialisation du couscous ;
- Problèmes familiaux ;
- Aux problèmes sociaux et communautaires.

Elles partagent aussi entre eux les événements (heureux et tristes) auxquels elles sont confrontées dans le cadre de leur vie personnelle. Ce partage renforce entre autres le *bonding* capital, la confiance et les normes de réciprocité entre les membres de la coopérative.

En outre, d'autres réunions exceptionnelles peuvent être organisées afin de résoudre des problèmes urgents. Par exemple, une réunion pourrait être organisée pour :

- Choisir les membres qui vont participer à un forum, une exposition, ...
- Organiser des secours et un soutien aux autres membres en cas d'urgence ; ...

Ces occasions ont également permis aux femmes d'interagir, de partager et de discuter de nombreuses facettes de leur vie, et favorisent davantage le capital social comme expliqué par l'une des femmes adhérentes :

"Lorsque nous nous rencontrons et partageons nos douleurs et notre chagrin à nos collègues membres de la coopérative, cela nous apporte un soulagement émotionnel. Des réunions régulières, notre interaction et le partage de nos émotions renforcent notre obligation entre les femmes membres et créent un environnement de confiance"

Qu'en est-il maintenant de l'impact de l'adhésion sur l'autonomisation des femmes ?

2.2.2. Impact sur l'autonomisation des femmes adhérentes :

Cet impact sera abordé au niveau de 3 dimensions :

- **Dimension économique** : Il a été constaté que la situation économique de la plupart des femmes interrogées a connu une amélioration suite à leur participation à la coopérative. A cet effet, Il a été observé que les femmes contrôlent les revenus obtenus, par exemple, elles décident de la meilleure façon d'utiliser les revenus supplémentaires générés par le biais de leur adhésion à la coopérative.

Il y avait des cas où des femmes ont utilisé le revenu issu de la coopérative pour financer les dépenses du ménage tels que la nourriture, l'éducation des enfants et la santé, tandis que, dans d'autres cas, les femmes ont également donné leur argent à leur mari afin de le dépenser pour les besoins du ménage.

Certaines femmes ont même dépensé leur revenu sans consultation préalable avec leur mari et ont acheté des articles personnels, et ce avec le consentement et la bénédiction de leurs époux.

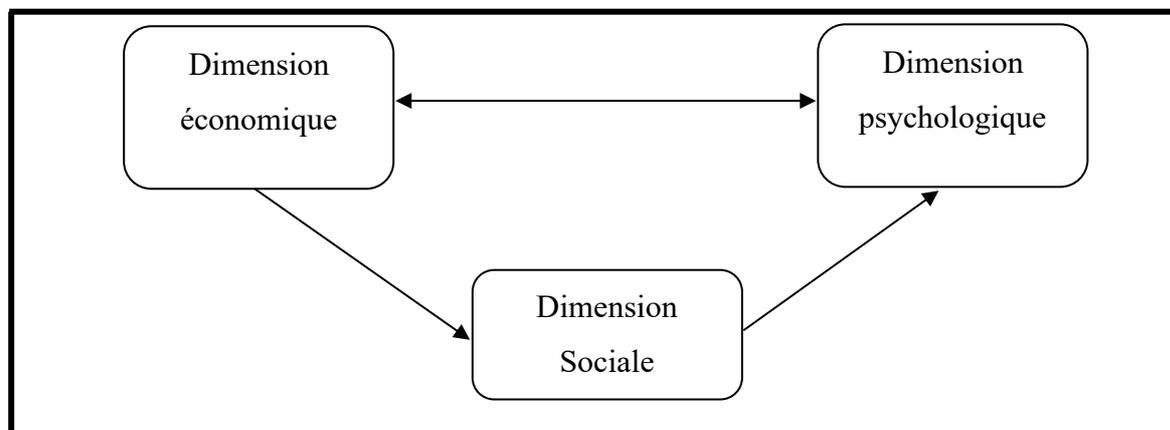
- **Dimension psychologique** : La participation à une coopérative a permis aux femmes de développer la confiance en elles-mêmes. En effet, elles se permettaient la prise de parole. Et c'est à cet effet que leur estime de soi a aussi augmenté.

- **Dimensions sociale** : Nos entretiens ont montré que la participation à une coopérative a contribué à la modification des relations du pouvoir au sein du ménage et de la communauté. Cela est reflété dans la citation suivante reprise d'une femme interrogée :

"Dans le passé, il était très difficile pour les femmes d'aller en dehors seule. La société n'accepte pas que les femmes rencontrent de nouvelles personnes et parlent librement. Mais maintenant, les choses ont changé, par exemple, si nous disons que nous devons aller pour accomplir une tâche dans la coopérative, assister à une réunion, ou participer à un événement ce n'est pas un problème».

En outre, notre étude a soulevé une interdépendance entre les trois dimensions (économique, psychologique et sociale) présenté dans la figure 1 ci-dessous. Autrement dit, une amélioration dans l'une des dimensions peut automatiquement influencer les autres.

Figure 1 : l'interdépendance entre les dimensions de l'autonomisation des femmes à travers leur participation à une coopérative



Source : les auteurs

Nous avons remarqué que l'autonomisation économique acquise à travers la participation à une coopérative a contribué à l'amélioration de l'autonomisation psychologique et sociale. Ainsi, nous avons aussi relevé que l'autonomisation psychologique dégagée par les femmes a influencé l'autonomisation économique mais pas sociale. Dans le même ordre d'idées, l'autonomisation sociale a pleinement contribué au renforcement de l'autonomisation psychologique, en revanche, elle n'a pas eu l'effet escompté sur l'autonomisation économique.

Conclusion

Pour conclure, nous pouvons dire que ce papier nous a permis d'appréhender l'impact de l'adhésion des femmes, dans le cadre des coopératives, sur l'accumulation du capital social et le renforcement des capacités d'autonomisation des femmes.

Notre ratissage conceptuel et théorique de la question objet de notre étude nous a permis d'élaborer un cadre théorique rassemblant les concepts clés de notre problématique.

Dans le même ordre d'idées, l'analyse qualitative menée auprès des 24 adhérentes a fait appel à l'outil du guide d'entretien dont les principales questions ont été issues de notre cadre théorique.

Le guide a d'une part mis l'accent sur 3 dimensions du capital social dans une organisation coopérative à savoir : la confiance, les normes et les réseaux (bonding, bridging et linking). Et d'autre part, sur trois dimensions d'autonomisation des femmes que sont : la dimension économique, psychologique et sociale.



Les résultats de notre étude montrent que d'un côté la participation des femmes à des coopératives a eu un impact positif sur l'accumulation d'un capital social et ce à travers l'organisation des réunions régulières permettant de renforcer la confiance entre les femmes adhérentes et d'élargir leur réseau. D'un autre côté, cette participation a joué un rôle important dans l'acquisition d'une autonomisation à travers ses trois dimensions, économique, psychologique et sociale.

En outre, il a été ressorti des 24 entretiens semi-directifs menés qu'il existe une interdépendance entre les différentes dimensions de l'autonomisation.

BIBLIOGRAPHIE

- Adler, P. S., & Kwon, S.-W. (2002). Social capital : Prospects for a new concept. *Academy of management review*, 27(1), 17-40.
- Aldrich, D. P. (2012). Social capital in post disaster recovery : Towards a resilient and compassionate East Asian community. *Economic and welfare impacts of disasters in East Asia and policy responses*, 157-178.
- Amin, A., Hossain, I., & Mathbor, G. M. (2013). Women Empowerment through Microcredit : Rhetoric or Reality. An evidence from Bangladesh. *Géneros*, 2(2), 107-126.
- Bourdieu, P. (1980). Le capital social : Notes provisoires. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 31(1), 2-3.
- Calvès, A.-E. (2009). «Empowerment» : Généalogie d'un concept clé du discours contemporain sur le développement. *Revue Tiers Monde*, 4, 735-749.
- Chollet, B. (2006). Qu'est-ce qu'un bon réseau personnel? *Revue française de gestion*, no 163(4), 107-125.
- Denord, F. (2003). *Genèse et institutionnalisation du néo-libéralisme en France : (Années 1930- années 1950)* [These de doctorat, Paris, EHESS]. <https://www.theses.fr/2003EHES0112>
- Erguibi, H., & Sadik, A. (2021). L' étude de la relation entre le capital social et l'empowerment des femmes : Une revue de littérature. *International Journal of Management Sciences*, 4(2), Article 2. <https://www.revue-isg.com/index.php/home/article/view/627>
- Field, J. (2003). *Social Capital*. Psychology Press.
- Fischer, E., & Qaim, M. (2012). Linking Smallholders to Markets : Determinants and Impacts of Farmer Collective Action in Kenya. *World Development*, 40(6), 1255-1268. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2011.11.018>
- Kabeer, N. (1999). Resources, agency, achievements : Reflections on the measurement of women's empowerment. *Development and change*, 30(3), 435-464.
- Kabeer, N. (2009). *Women's economic empowerment : Key issues and policy options*.
- Kabeer, N. (2012). Women's economic empowerment and inclusive growth : Labour markets and enterprise development. *International Development Research Centre*, 44(10), 1-70.
- Malhotra, A., & Schuler, S. R. (2005). Women's empowerment as a variable in international development. *Measuring empowerment: Cross-disciplinary perspectives*, 1(1), 71-88.
- Obayelu, O. A., & Chime, A. C. (2020). Dimensions and drivers of women's empowerment in rural Nigeria. *International Journal of Social Economics*, 47(3), 315-333. <https://doi.org/10.1108/IJSE-07-2019-0455>
- Ostrom, E. (1994). 6. Constituting social capital and collective action. *Journal of Theoretical politics*, 6(4), 527-562.



- Ostrom, E. (1995). Self-organization and social capital. *Industrial and Corporate Change*, 4(1), 131-159.
- Putnam, R. D. (2000). *Bowling Alone : The Collapse and Revival of American Community*. Simon and Schuster.
- Schroeder, C., Zeller, M., & Agboh-Noameshie, A. R. (2013). Women, Social Capital and Collective Action – The Case of NERICA Rice Technology in Benin. *Quarterly Journal of International Agriculture*, 52(4), 329-356.
- Sen, A. (1985). Well-being, agency and freedom : The Dewey lectures 1984. *The journal of philosophy*, 82(4), 169-221.
- Shein, K. (2018). *Capacity building in women's networks based in Myanmar : The role of empowerment and different types of capital* [Thesis]. <https://opus.lib.uts.edu.au/handle/10453/129404>
- Valentinov, V. L. (2004). Toward a social capital theory of cooperative organisation. *Journal of Cooperative Studies*, 37(3), 5-20.